

[Text]

addition to the long-standing requirements for drug labelling, the department is now consulting with all interested groups on the feasibility of introducing mandatory labelling of non-medicinal ingredients and expiration dating for all drug products.

We have been supportive of voluntary initiatives by the industry in these areas in the past, but are convinced that regulatory initiatives can serve to provide an even greater measure of health protection for the public. It must be remembered that drug manufacturers have the prime responsibility to market safe, effective and good-quality medicines in the country.

The health professionals and the public are striving to select the most appropriate products to treat various disease conditions and ailments that arise. We will continue to support these endeavours and ensure that the labelling of medicines will make a positive contribution to meet these objectives.

In respect to the labelling of restaurant foods, I am most sympathetic to the plight of consumers who have medical or religious or personal reasons for avoiding certain foods or ingredients of foods, and who therefore require a knowledge of their consumption.

The recent deaths of two young people, as a result of allergic reactions to food, highlights the need to come to grips with the issue. The issue of ingredient labelling is complex and encompasses the composition of all foods. While it is tempting to promise a quick fix by dealing with only fast foods, as some have recommended, this would only be a partial answer as unlabelled foods are available in a variety of types of restaurants and food outlets, at sporting events, roadside stands, and the list goes on and on. The problem would not be solved by solutions which appear as solutions, but which can only engender a false sense of security among those really in need of vital ingredient information.

• 1550

What then are the current labelling requirements? Mr. Chairman, I know your members appreciate that when I get into labelling requirements I get into a very sticky field of Health and Welfare responsibilities, or Consumer and Corporate Affairs jurisdiction, but the statement obviously has been looked at by both departments and officials in the departments. You might want to consider also having members of CCA here, if that would be helpful, of course.

[Translation]

examine l'ampleur des règles à imposer en matière d'étiquetage. Outre les exigences réglementaires imposées de vieille date, mon ministère consulte actuellement l'ensemble des groupes intéressés afin de déterminer s'il serait possible d'exiger l'inscription des ingrédients non médicinaux et des dates limites d'utilisation sur les étiquettes de tous les produits pharmaceutiques.

Nous n'avons pas hésité à accorder notre appui à des mesures introduites volontairement par l'industrie dans le passé, mais nous sommes convaincus que l'imposition de règlements à cet égard pourrait contribuer à protéger encore mieux la santé du grand public. Il faut se souvenir qu'il incombe d'abord aux fabricants de mettre sur le marché dans ce pays des médicaments sûrs, efficaces et de bonne qualité.

Les professionnels de la santé et le grand public s'efforcent de choisir les produits les mieux adaptés au traitement des diverses maladies qui se présentent. Mon ministère continuera à appuyer ces efforts et à faire en sorte que l'étiquetage des médicaments contribue de façon positive à l'atteinte de ces objectifs.

En ce qui concerne l'étiquetage des denrées alimentaires vendues dans les restaurants, je suis loin d'être indifférent à la situation des consommateurs qui, pour des motifs d'ordre médical, religieux ou personnel, évitent certains aliments ou certains ingrédients et qui, pour ces raisons, doivent connaître la composition de la nourriture qu'ils absorbent.

Le décès survenu récemment de jeunes personnes, à la suite de réactions allergiques à des aliments, souligne la nécessité de s'attaquer à ce problème. L'étiquetage des denrées alimentaires est une question complexe qui fait intervenir la composition de l'ensemble des aliments. Bien qu'il soit tentant, comme certains l'ont proposé, de couper au plus court en ne s'occupant que des aliments à préparation rapide, agir ainsi ne constituerait qu'une réponse partielle, si l'on tient compte du fait que l'on peut se procurer des aliments non étiquetés dans toute une gamme de restaurants et de débits alimentaires, dans les terrains de jeux, dans les kiosques routiers, et cetera. On ne résoudra donc pas le problème en y apportant des solutions simplistes qui ne feraient que créer un faux sentiment de sécurité chez ceux qui ont réellement besoin de renseignements vitaux sur la composition des aliments.

Quelles sont les exigences actuelles de la loi? Monsieur le président, les membres du comité savent que la question des règlements en matière d'étiquetage est délicate, car on ne sait pas clairement où s'arrêtent les responsabilités du ministère de la Santé Nationale et du Bien-être social et où commencent celles du ministère de la Consommation et des Corporations. Mais, bien entendu, ma déclaration a été revue par des fonctionnaires des deux ministères. Et votre comité jugera peut-être utile d'inviter également les représentants du ministère de la Consommation et des Corporations.